

L'économie de la Martinique en 2012 Une activité économique au ralenti

En 2012, l'activité économique marque le pas, avec pour conséquence une progression du chômage. Dans ce contexte défavorable, les ménages adoptent un comportement de prudence : la consommation est peu vigoureuse. Le climat des affaires et, en parallèle, les prévisions d'investissement des entreprises se sont détériorés au cours de l'année. En l'absence de perspectives à moyen terme, les chefs d'entreprise révisent à la baisse leur politique d'investissement, se limitant au simple renouvellement de l'outil de production.

Après une année 2011 de faible croissance (+1,0 % à prix constants), l'année 2012 n'a pas apporté le surcroît nécessaire à un retour aux niveaux d'activité d'avant crise de 2009.

L'activité économique se dégrade dans la plupart des secteurs, notamment dans le secteur primaire et celui du commerce. Elle évolue de manière contrastée dans l'industrie et le tourisme. Le BTP retrouve un peu de vigueur en fin d'année, insuffisante toutefois pour infléchir la tendance baissière.

Malgré la crise et bien que le taux de créances douteuses soit en progression en fin d'année, les banques maintiennent globalement leurs concours au financement de l'économie.

P
O
R
T
R
A
I
T

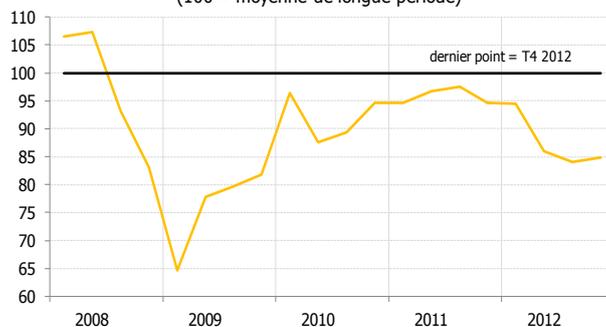
LE MANQUE DE CONFIANCE PÉNALISE L'ACTIVITÉ

Le climat des affaires se détériore

Le climat des affaires est mal orienté depuis 2008. Après une période de redressement entre 2009 et 2011, la conjoncture se détériore de nouveau fin 2011 et début 2012. En fin d'année 2012, l'indicateur du climat des affaires se stabilise à un niveau sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période et s'établit à 84,8.

Cette évolution tient à la fois à la contraction de l'activité en 2012 et au pessimisme des chefs d'entreprise martiniquais pour le début de l'année 2013, dans un contexte économique difficile.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



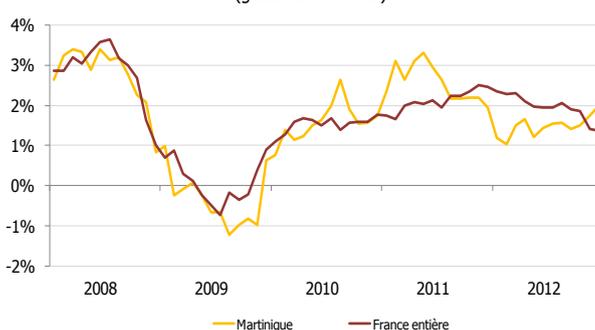
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les prix augmentent

L'indice des prix à la consommation progresse de 2,0 % à la Martinique en glissement annuel à fin décembre 2012, soit une hausse supérieure à celle enregistrée pour la France entière (+1,3 %). En 2011, la hausse était également de 2,0 %. En moyenne annuelle, elle est de 1,5 % en 2012 (contre 2,6 % en 2011).

Cette évolution, sur un an, est en lien avec la hausse des prix de l'alimentation (+4,3 %), des services (+1,2 %), de l'énergie (+5,7 %) et, dans une moindre mesure, compte tenu de leur poids relatif, des produits manufacturés (+0,8 %).

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel)



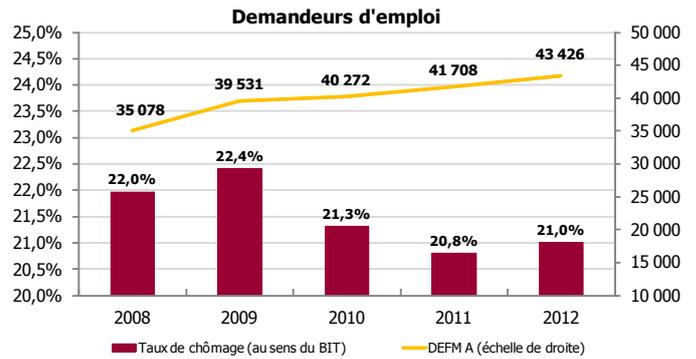
Source : INSEE

Le marché du travail se dégrade

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser (+4,1 %) pour s'élever à 43 426 en fin d'année. Les difficultés de retour à l'emploi s'amplifient sous l'effet de la crise, provoquant notamment une hausse des demandes d'emploi de longue durée (+5,8 %).

Le nombre de bénéficiaires du RSA continue également de croître (+5,7 %), alors que, sous l'effet de la révision de la durée d'indemnisation chômage depuis mars 2009, les bénéficiaires de l'assurance-chômage sont en recul (-13,1 % sur un an).

Pour leur part, les offres d'emploi décroissent (-30,7 % en cumul annuel) pour s'établir à 8 300. Aussi, l'écart entre la demande et l'offre d'emploi s'accroît.



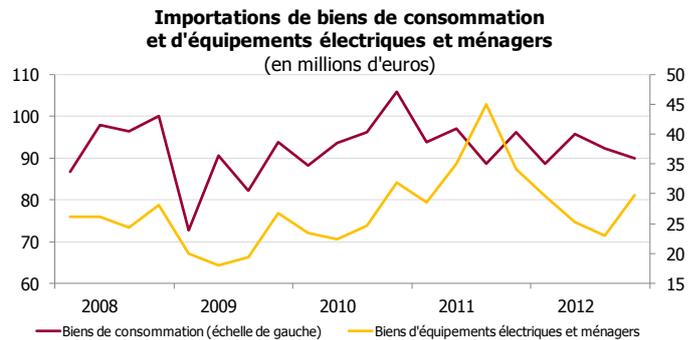
Sources : SMTP, Pôle emploi - Dares, INSEE

La consommation des ménages est peu vigoureuse

La consommation des ménages se situe à un niveau inférieur à celui de 2011.

Les importations de biens de consommation et d'équipements électriques et ménagers sont en repli (respectivement -2,4 % et -24,5 %). Les immatriculations de véhicules particuliers neufs enregistrent également une baisse sensible (-11,2 %).

Enfin, l'encours des crédits à la consommation des ménages est en recul (-2,8 %).



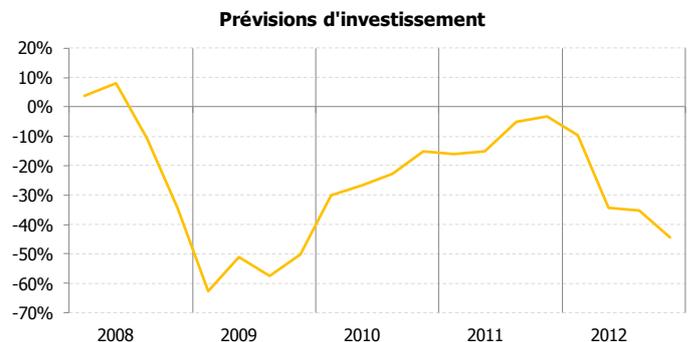
Source : Douanes

L'investissement se contracte

Les intentions d'investissement ont été orientées à la baisse tout au long de l'année. Au quatrième trimestre, elles atteignent leur plus bas niveau depuis 2009. L'absence de visibilité à moyen terme conduit les chefs d'entreprise à réviser leur politique d'investissement, privilégiant les besoins de renouvellement.

Les importations de biens d'équipement enregistrent un recul sensible (-17,8 %), tout comme les immatriculations de véhicules utilitaires (-15,8 %).

L'encours des crédits d'investissement des entreprises se contracte (-1,4 %).



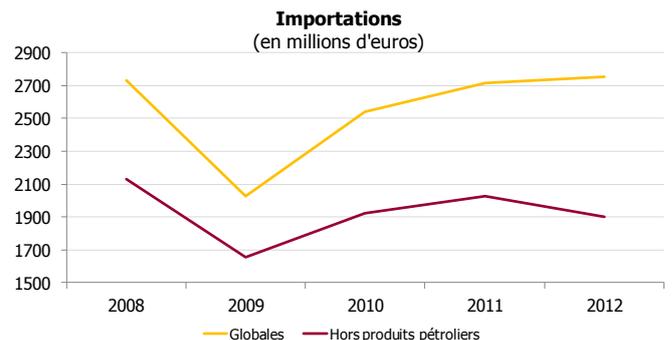
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les échanges extérieurs sont tirés par les produits pétroliers

Les importations progressent modestement (+1,5 % sur un an), tirées par les produits pétroliers. Pour leur part, les exportations sont en hausse sensible (+30,8 %), mais retrouvent un niveau proche de celui de 2010, après la baisse ponctuelle des exportations de produits pétroliers en 2011 (arrêts techniques programmés à la SARA).

Hors produits pétroliers, les importations sont en recul (-6,2 %). Cette évolution tient au repli des importations d'équipements mécanique, et de matériel électrique, électronique et informatique (-3,6 %), après la hausse en 2011 liée à l'équipement de la nouvelle centrale électrique de Bellefontaine.

Hors produits pétroliers, les exportations restent bien orientées (+3,2 %), avec la progression des exportations de matériel de transport (+63,8 %) et de produits agricoles (+3,2 %).



Source : Douanes

L'ACTIVITÉ SE DÉGRADE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

La filière agricole connaît des résultats contrastés

Le secteur de la canne à sucre est confronté à des conditions climatiques peu favorables depuis plusieurs années. Lors de la campagne 2012, à peine 175 000 tonnes de cannes ont été récoltées (-15,2 %). Par ailleurs, même si la richesse de la canne en sucre est bonne, la production sucrière baisse sensiblement (-21,8 %). En revanche, la production de rhum continue de progresser (+4,5 %).

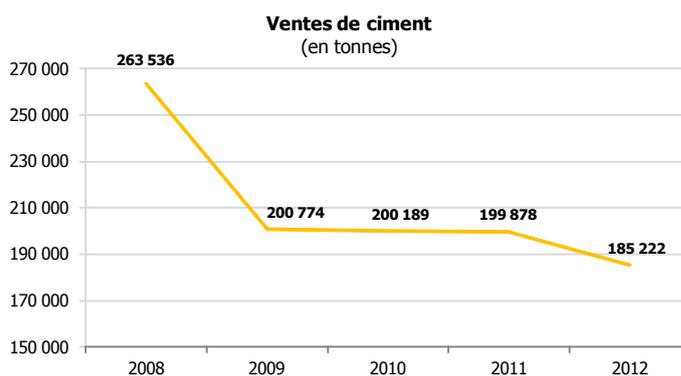
S'agissant de la banane, les tonnages expédiés sont en hausse (+5,3 % sur un an). La production résiste bien en dépit du développement de la cercosporiose noire qui affecte le rendement des plantations. Par ailleurs, le secteur est confronté à une nouvelle baisse des tarifs douaniers sur les importations de bananes d'Amérique latine (de 176 euros à 114 euros la tonne), ce qui accentue la concurrence.

Les filières d'élevage résistent et les abattages progressent (+2,4 %).

Les difficultés persistent dans le BTP

La situation dans le BTP demeure difficile. Fortement dépendant de la commande publique, ce secteur est pénalisé par un nombre insuffisant de mises en chantier.

En 2012, les ventes de ciment (soit 185 222 tonnes) sont en baisse (-7,3 %), alors que le niveau des trois précédentes années (environ 200 000 tonnes) était déjà bien en deçà du niveau d'avant la crise de 2009. Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux chantiers d'envergure, accusent un recul plus marqué que les ventes en sac, traditionnellement orientées vers le marché des particuliers (-9,4 % et -2,3 % respectivement).



Source : Ciment Antillais

La situation est mitigée dans le secteur industriel

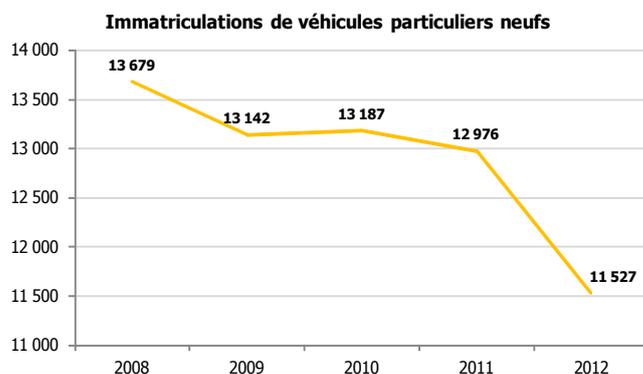
Les industries manufacturières liées au BTP voient leur courant d'affaires se contracter. Les industries agroalimentaires évoluent de manière contrastée : alors que les exportations de produits de l'industrie agroalimentaire sont globalement en retrait (-4,3 %), la production de rhum croît (+4,5 %), stimulée par l'innovation et le développement de nouveaux marchés.

L'activité commerciale ralentit

La faiblesse de la consommation des ménages pèse sur l'activité du secteur commercial.

Les ventes d'automobiles sont en régression, tant pour les véhicules particuliers que pour les véhicules utilitaires (respectivement -11,2 % et -15,8 % sur un an).

Dans le secteur de la grande distribution, deux groupes ont conforté leurs positions, fin 2011 et début 2012, à travers la reprise de trois hypermarchés. Le chiffre d'affaires global des hypermarchés reste orienté à la hausse en 2012 (+5,4 %). Toutefois, les professionnels font part de leurs inquiétudes, compte tenu d'une conjoncture économique peu porteuse et de la prudence des consommateurs.



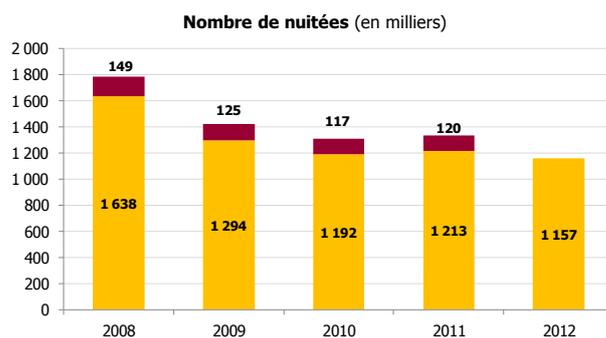
Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

La conjoncture touristique est en demi-teinte

L'activité touristique connaît une évolution mitigée.

Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est en repli (-3,5 % sur un an, avec 1 563 481 passagers hors transit), de même que la fréquentation hôtelière (-4,7 %, avec 1 156 528 nuitées en cumul à fin novembre).

Seul le segment de la croisière renoue avec la croissance (89 831 croisiéristes en 2012, soit près de 2,5 fois la fréquentation de 2011). Cette amélioration est en lien avec les différentes actions de promotion et de communication menées en 2011 auprès des compagnies de croisières pour relancer le secteur.



Source : INSEE

■ Cumul à fin novembre ■ Décembre

MALGRÉ LA CRISE, LES BANQUES MAINTIENNENT LEURS FINANCEMENTS

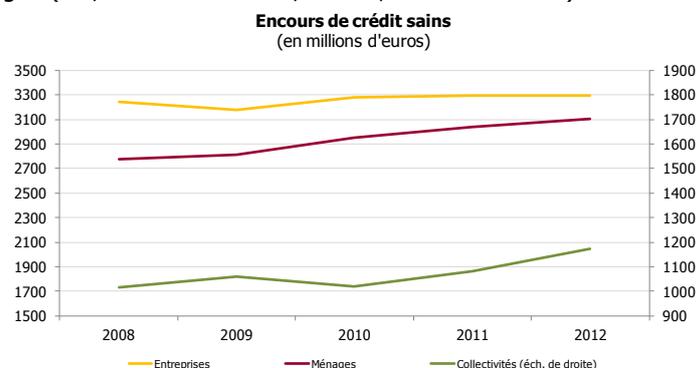
Les encours de crédits progressent mais de manière hétérogène

En dépit d'une conjoncture économique dégradée, l'encours sain de crédits progresse globalement de 2,3 %. A fin 2012, il représente 7,9 milliards d'euros. Cette évolution est portée par la croissance de l'encours des collectivités locales (+8,6 % à 1,2 milliard d'euros, soit 14,8 % de l'encours sain) et, dans une moindre mesure, de celui des ménages (+2,1 % à 3,1 milliards d'euros, soit 39,2 % de l'encours), alors que celui des entreprises stagne (à 3,3 milliards d'euros, soit 41,6 % de l'encours).

Dans le détail, les crédits d'investissement des entreprises sont en recul (-1,4 % à 1,7 milliard d'euros). Les crédits d'exploitation retrouvent un niveau proche de celui de fin 2011 (+1,4 % sur un an à 0,5 milliard d'euros), après avoir connu un pic en cours d'année : les crédits de trésorerie sont en net repli (-11,7 %), alors que les comptes ordinaires débiteurs sont en progression sensible (+15,0 %), signe de la sélectivité accrue des banques, mais également des difficultés de trésorerie des entreprises.

Les crédits à la consommation des ménages sont en retrait (-2,8 % à 0,9 milliard d'euros), alors que les crédits à l'habitat restent orientés à la hausse (+4,2 % à 2,2 milliards d'euros).

L'encours de crédits des collectivités locales est essentiellement constitué de crédits d'investissement, ces derniers étant en nette progression en 2012 (+10,5 % à 1,2 milliard d'euros). Sa croissance représente plus de la moitié de celle des encours sains en 2012.

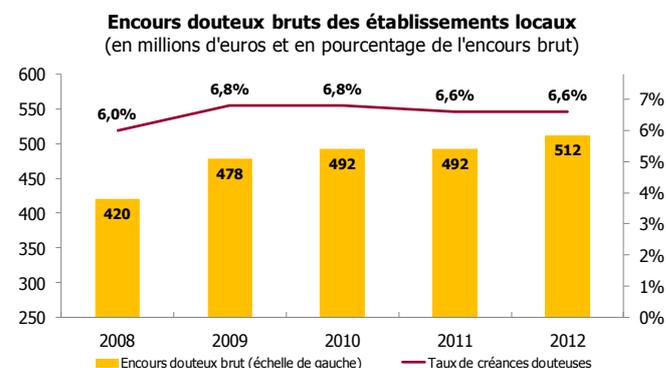


Source : IEDOM - Surfii

Les créances douteuses s'accroissent

Fin 2012, la qualité du portefeuille se dégrade et les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 0,5 milliard d'euros (+4,1 %).

Le taux de créances douteuses atteint ainsi 6,6 % de l'encours brut, alors qu'il était stable à 6,5 % depuis le début de l'année.



Source : IEDOM - Surfii

Les actifs financiers sont en hausse

Les avoirs des agents économiques progressent pour atteindre 6,5 milliards d'euros en fin d'année (+4,3 %). S'agissant des ménages plus particulièrement, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial est portée par la hausse des livrets A, des livrets bleus et de développement durable, suite au relèvement des plafonds intervenus au 4^{ème} trimestre 2012, alors que l'épargne à long terme bénéficie d'un regain d'intérêt pour les plans d'épargne logement et les contrats d'assurance-vie. La place martiniquaise reste emprunteuse de 2,0 milliards d'euros.

LES PERSPECTIVES DEMEURENT INCERTAINES

Globalement, la Martinique vit depuis plus de quatre ans une crise de confiance marquée, alors que les perspectives à court ou moyen terme sont incertaines.

En 2012, l'économie martiniquaise n'a pas réussi à combler le retard résultant de la crise de 2009 et peine à trouver des relais de croissance. Après les rattrapages partiels de 2010 (+4,6 %) et 2011 (+1,0 %), la Martinique, comme l'ensemble de l'outre-mer, subit une contagion de la crise et un essoufflement de la reprise. La crise économique qui se poursuit dans la zone euro, nécessitant notamment des mesures de réduction des déficits publics, pourrait de nouveau affecter l'activité économique en 2013.

Pour les mois à venir, bien que le contexte reste difficile, la croissance de l'économie martiniquaise pourrait être soutenue à travers la poursuite du plan de relance régional, la commande publique et les projets d'infrastructures dans les domaines prioritaires que sont les transports, le logement social et les mises aux normes parasismiques. A cet égard, le rebond de l'encours des crédits d'investissement des collectivités locales à fin 2012 constitue un signe encourageant.

Dans une perspective de long terme, la Martinique est engagée dans un processus d'identification de leviers de développement pérennes qui permettraient de faire reculer le chômage. Par ailleurs, elle cherche à renforcer sa présence régionale, en adhérant ou se rapprochant de plusieurs institutions de coopération, économique notamment. Ces démarches devraient favoriser une meilleure intégration dans son environnement caribéen et offrir de nouvelles perspectives en termes de développement économique.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 15 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1952-9619